

6 février : le SNES-FSU Toulouse appelle à la grève

Un personnel des collèges, des lycées et des CIO sur deux était en grève le 1er février à l'appel du SNES-FSU et d'une large intersyndicale. Une mobilisation réussie, la plus forte depuis janvier 2022 et l'épisode Ibiza/Blanquer ! Cette journée marquée la colère des collègues face au mépris de la ministre. Mais il s'est surtout exprimé l'exigence d'une revalorisation salariale immédiate, la nécessité d'améliorer les conditions de travail et de protéger nos métiers. C'est aussi un refus clair et net du « Choc des savoirs » synonyme de tri des élèves : pourtant, les textes qui imposeront les groupes de niveau au collège seront présentés au Conseil supérieur de l'Éducation (CSE) le jeudi 8 février.

Le SNES-FSU a décidé, avec la CGT Educ'action et Sud Education, d'une nouvelle journée de grève mardi 6 février dans le cadre d'une semaine de mobilisation portée dans l'Éducation par sa fédération, la FSU, et déclinée tout au long de la semaine en articulation avec des actions spécifiques concernant le 1^{er} degré.

Un rassemblement académique est organisé ce mardi 6 février, à 13h30, au Rectorat de Toulouse pour les personnels du Second degré.

Des actions diversifiées seront en outre proposées à nos collègues toute la semaine pour faire entendre les revendications des personnels pour l'école publique, laïque et obligatoire et l'augmentation des salaires : interpellation des élu.es, réunions avec les parents, AG d'établissement, installation de banderoles, etc. Chaque initiative vise à faire entendre la colère dans les collèges, les lycées et CIO. Le SNES-FSU appelle les personnels à se réunir dans les établissements pour mettre en débat et décider collectivement les actions à mener durant cette semaine prochaine.

Pour le SNES-FSU, face au point de bascule qui menace notre École publique du fait du projet conservateur macroniste, il est indispensable d'inscrire l'action dans la durée. Nous articulerons donc les actions de la semaine prochaine avec la perspective d'un plan d'action pour défendre l'École publique au retour des vacances d'hiver, intégrant notamment l'action Fonction publique autour des salaires programmée le 19 mars.